

Cote du document: EB 2015/LOT/P.4/Rev.2
Date: 28 novembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la
République du Paraguay pour le Projet
d'amélioration de l'agriculture familiale
paysanne et autochtone dans des
départements de la région orientale du
Paraguay (PROMAFI)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Claus Reiner
Chargé de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2797
courriel: c.reiner@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

| | |
|--|------------------------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Carte de la zone du projet | iii |
| Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay | Error! Bookmark not defined. |
| Résumé du financement | iv |
| Recommandation pour approbation | 1 |
| I. Contexte stratégique et justification | 1 |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural | 1 |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP | 1 |
| II. Description du projet | 2 |
| A. Zone d'intervention et groupe cible | 2 |
| B. Objectif de développement du projet | 2 |
| C. Composantes/résultats | 2 |
| III. Exécution du projet | 3 |
| A. Approche | 3 |
| B. Cadre organisationnel | 3 |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs | 4 |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance | 4 |
| E. Supervision | 4 |
| IV. Coût, financement et avantages du projet | 4 |
| A. Coût du projet | 4 |
| B. Financement du projet | 5 |
| C. Résumé des avantages et analyse économique | 5 |
| D. Durabilité | 5 |
| E. Identification et atténuation des risques | 6 |
| V. Considérations d'ordre institutionnel | 6 |
| A. Respect des politiques du FIDA | 6 |
| B. Alignement et harmonisation | 6 |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle | 6 |
| D. Participation à l'élaboration des politiques | 7 |
| VI. Instruments et pouvoirs juridiques | 7 |
| VII. Recommandation | 7 |
| Appendice | |
| I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié) | 1 |
| II. Marco lógico (Cadre logique) | 10 |

Sigles et acronymes

| | |
|---------|--|
| ASAP | Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne |
| COSOP | Programme d'options stratégiques pour le pays |
| PPR | Projet Paraguay rural |
| PROMAFI | Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay |

Carte de la zone du projet

Republic of Paraguay

Project for Improved Family and Indigenous Production in Departments of Eastern Paraguay (PROMAFI)

Detailed design report



Source: FIDA; 30/09//2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Paraguay

Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay

Résumé du financement

| | |
|---|--|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | République du Paraguay |
| Organisme d'exécution: | Ministère de l'agriculture et de l'élevage |
| Coût total du projet: | 23,83 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 15,80 millions d'EUR (équivalant approximativement à 17,37 millions d'USD) |
| Montant du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP): | 3,65 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,09 millions d'USD) |
| Conditions du prêt du FIDA: | Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA |
| Contribution des bénéficiaires: | 1,36 million d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et don à la République du Paraguay pour le Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay, telle qu'elle figure au paragraphe 30.

Proposition de prêt et don à la République du Paraguay pour le Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Avec un PIB par habitant en 2013 de 4 040 USD, le Paraguay a atteint une croissance annuelle moyenne de 4,8% au cours des 10 dernières années, malgré de fortes variations liées à l'influence du climat sur la performance des secteurs de l'agriculture et de l'élevage. Le pays compte 6,8 millions d'habitants, dont 23,8% sont pauvres selon l'enquête permanente auprès des ménages réalisée en 2012. Quelque 2,7 millions de personnes vivent dans des zones rurales, dont 1,4 million sont considérées comme pauvres ou extrêmement pauvres. Les producteurs pauvres sont contraints de quitter leurs terres en raison de la poussée de l'agriculture tournée vers l'exportation, en particulier la production de soja. Environ les deux tiers des 235 904 familles de petits producteurs du Paraguay sont pauvres. Les femmes apparaissent comme particulièrement défavorisées: sur 100 ménages en situation d'extrême pauvreté, 34 sont dirigés par des femmes. Le pays compte 115 000 personnes issues des peuples autochtones, dont plus de 90% vivent dans la pauvreté.
2. La situation environnementale est critique et exacerbée par le modèle de développement qui prévaut dans le pays depuis des décennies, basé sur l'exploitation extractive des feuillus et associé à la déforestation pour soutenir l'extension des terres agricoles sur des sols et des écosystèmes fragiles. Les modèles d'évolution du climat prédisent une hausse des températures et des précipitations, ce qui augmentera la présence de vecteurs de maladies et réduira la disponibilité d'eau durant les mois secs, ainsi que la productivité des plantes et des animaux.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP

3. Le Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay (PROMAFI) proposé est conforme aux politiques nationales et s'inscrit dans le cadre stratégique du FIDA pour le Paraguay, tel que défini dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) de 2004. Il est complémentaire du Projet d'intégration de l'agriculture familiale dans les chaînes de valeur (Paraguay Inclusivo) en cours d'exécution, financé par le FIDA et le gouvernement.
4. Le projet est également conforme à la politique actuelle du gouvernement, qui accorde la priorité à la lutte contre la pauvreté rurale. À cet effet, le gouvernement a demandé que la conception du projet reflète les objectifs stratégiques du COSOP en cours, qui sera suivi par la préparation d'un COSOP axé sur les résultats en 2015. Le projet proposé est conforme au pilier du Plan national de développement axé sur la réduction de la pauvreté et le développement social, et aux objectifs du Cadre stratégique agricole 2009-2018, qui soutient le développement de l'agriculture familiale, la sécurité alimentaire et une réduction substantielle de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Il complète également le Programme Sembrando

Oportunidades (semer des chances) mis en place par le gouvernement pour réduire l'extrême pauvreté. Ce programme coordonne toutes les interventions ministérielles et institutionnelles à travers le Secrétariat de planification technique, et comprend le Programme Tekoporā, qui permet à des familles en situation d'extrême pauvreté de bénéficier de transferts monétaires soumis à conditions.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

5. La zone du projet couvre quatre départements dans le Nord-Est du pays. Dans chaque département, la priorité sera donnée aux districts dans lesquels les taux de pauvreté sont élevés.
6. Le projet est axé sur les agriculteurs familiaux et les communautés autochtones. Il sollicitera tout particulièrement la participation des femmes et des jeunes grâce à un processus de discrimination positive dans les conditions de financement. Les facteurs environnementaux seront également pris en compte et des mesures spécifiques seront introduites afin de renforcer les capacités d'action des producteurs face au changement climatique. Le projet travaillera exclusivement avec des familles membres d'organisations rurales qui comprennent les organisations de producteurs existantes et les nouveaux comités, composés d'agriculteurs familiaux et de communautés autochtones.

B. Objectif de développement du projet

7. Le but du projet est de contribuer à la réduction durable de la pauvreté au sein des populations rurales vulnérables. Son objectif de développement est d'accroître durablement les revenus en renforçant le capital social, la productivité et l'adaptation au changement climatique. Ses objectifs spécifiques sont les suivants: i) consolider les organisations de petits producteurs; ii) favoriser l'utilisation des actifs productifs par les organisations rurales pour accroître durablement leur production et la commercialisation de leurs produits tout en s'adaptant au changement climatique; et iii) faciliter l'accès des organisations rurales à des services financiers appropriés.

C. Composantes/résultats

8. Le projet s'articule autour de quatre composantes:
 - Composante 1: Renforcement organisationnel. À commencer par les comités dont la structuration est relativement faible, les organisations de base seront renforcées pour leur permettre d'identifier et d'entreprendre des activités commerciales. La méthodologie s'appuiera sur l'identification de représentants ruraux, choisis par les membres des organisations parmi leurs membres, qui seront formés pour diriger le processus participatif de renforcement des organisations rurales. Les évaluations rurales participatives déboucheront sur des plans qui viseront à accroître les capacités des organisations rurales en matière de participation, d'organisation, de gestion et d'administration, de production, de commerce et de finance, ainsi qu'en matière de recherche de possibilités d'investissement dans les plans d'activité. Pour les communautés autochtones, un processus similaire débouchera sur l'élaboration participative de diagnostics communautaires, qui serviront de base au processus de renforcement des capacités et aux activités de planification des investissements dans des plans de développement communautaire.

Cette composante inclut des services d'adaptation au changement climatique, y compris un plan visant à compléter le réseau national de stations météorologiques grâce à la mise en place de 20 stations supplémentaires dans la zone du projet, un service d'information climatique accessible par SMS, la formation de techniciens et une assistance à la préparation de politiques et d'une stratégie sectorielles d'adaptation au changement climatique.

- Composante 2: Développement durable de la production. Cette composante offre des transferts en espèces et des services de soutien en faveur des investissements au niveau des organisations rurales à travers des plans d'activité normaux, des plans d'activité comprenant des activités axées sur l'adaptation au changement climatique, et des plans de développement communautaire pour les communautés autochtones. Les plans d'activité incluront des investissements productifs, des services d'assistance technique et des activités visant à renforcer les organisations rurales. Les plans de développement communautaire couvriront les investissements productifs, les investissements sociaux et le renforcement des communautés autochtones. Des services de conseil seront fournis afin d'intégrer les activités d'adaptation au changement climatique dans les plans d'activité, en particulier pour la production de légumes et de lait. Les organisations rurales recevront également un appui technique de l'unité d'exécution du projet, afin de veiller à ce que les plans d'activité répondent à la demande s'agissant des programmes de marchés publics.

Par ailleurs, cette composante prévoira l'établissement d'un service d'information sur la production et la commercialisation, qui permettra l'envoi de SMS et d'enregistrements sonores fournis par diverses unités du gouvernement, grâce à un partenariat stratégique avec un opérateur de téléphonie mobile.

- Composante 3: Services financiers ruraux. Cette composante vise à renforcer la capacité des organisations rurales à financer leurs besoins en fonds de roulement par le biais de crédits, consentis par des institutions financières intermédiaires. À cette fin, un fonds de garantie sera mis en place pour fournir des certificats de garantie aux organisations rurales dont les plans d'activité auront été approuvés.

Le projet contribuera à la Stratégie nationale en faveur de l'inclusion financière, promue par la Banque centrale, à travers la formation de formateurs en matière d'éducation financière rurale. Les cours seront axés sur l'acquisition de compétences financières de base et sur la protection des consommateurs pour les emprunteurs.

- Composante 4: Gestion du projet. Une unité d'exécution du projet sera établie sur le terrain, si possible dans la ville de San Estanislao, afin de favoriser une gestion efficace du projet. L'unité sera composée d'un directeur de projet, qui sera responsable de l'ensemble de l'exécution, et d'un coordonnateur technique chargé de la gestion du personnel de terrain ainsi que de la liaison avec le groupe cible et les autorités locales dans le cadre de la mise en œuvre des activités et des dispositifs du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

9. Le projet visera à élargir, approfondir et reproduire des activités mises en œuvre avec succès dans le cadre du Projet Paraguay rural (PPR), en raison d'une forte demande. La méthodologie participative appliquée par ce projet a marqué un profond changement dans l'approche du Ministère de l'agriculture et de l'élevage à l'égard du développement rural, et a généré un fort capital social au moyen d'évaluations participatives, de plans de renforcement institutionnel et de plans d'activité qui transfèrent le pouvoir de planification et de mise en œuvre aux organisations rurales.

B. Cadre organisationnel

10. L'organisme d'exécution sera le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par l'intermédiaire de la Direction nationale de coordination et de gestion des projets (DINCAP), qui constituera l'unité d'exécution du projet. La DINCAP sera responsable de la mise en œuvre du projet – planification, passation des marchés et comptabilité. Étant donné que la plupart des activités du projet sont intégrées dans les plans gérés par les organisations rurales, il incombera également à l'unité

d'exécution du projet de soutenir les organisations rurales dans la planification, la mise en œuvre et la comptabilité des fonds.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

11. Le système de planification, de suivi-évaluation (S&E), d'apprentissage et de gestion des savoirs s'appuie sur les expériences et les enseignements tirés du PPR, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre des processus participatifs, l'évaluation de la maturité des organisations rurales et l'utilisation des "cartes communautaires dynamiques et participatives" comme outil graphique de diagnostic pour déterminer la situation de référence des organisations rurales et des familles. Le système favorisera une gestion axée sur les résultats afin d'offrir un cadre cohérent pour la planification stratégique et la gestion du projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

12. Gestion financière. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, par l'intermédiaire de l'unité d'exécution du projet, sera chargé de la gestion financière globale de toutes les ressources du projet, y compris les mouvements de fonds, les décaissements, le contrôle interne, la comptabilité, les rapports financiers et les audits. Le projet mettra en œuvre un système de comptabilité agréé par le Fonds comme condition préalable aux décaissements des comptes de prêt et de don. Le dispositif relatif aux coûts de démarrage pourra être utilisé pour les dépenses initiales du projet, y compris la mise en place du système comptable.
13. Flux de fonds. Le Ministère des finances ouvrira auprès de la Banque centrale du Paraguay deux comptes désignés, libellés en dollars des États-Unis, exclusivement destinés à recevoir le prêt et le don. En outre, des comptes d'exploitation (comptes de projet) en monnaie locale seront ouverts auprès de la Banco Nacional de Fomento ou d'autres banques agréées par le Fonds.
14. Passation des marchés. Les passations de marché pour l'acquisition de biens, travaux et services seront effectuées par l'unité d'exécution du projet sur la base des normes nationales et conformément aux Directives pour la passation des marchés du FIDA. Les passations de marché dans le cadre des plans de renforcement, des plans d'activité et des plans de développement communautaire seront gérées par les organisations rurales conformément au manuel d'exécution du projet.
15. Audit. Les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un audit annuel par des cabinets d'audit indépendants, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du projet seront vérifiés, y compris toutes les sources de financement. L'audit inclura des visites aux organisations rurales et un examen du fonds de garantie. Des rapports d'audit annuels seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire.

E. Supervision

16. Le FIDA sera responsable de la supervision du projet. Les tâches initiales de supervision comprendront l'appui au démarrage rapide de PROMAFI et la mise en place des systèmes de comptabilité, de planification et de S&E.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

17. Le coût total pour les six années de mise en œuvre, y compris les imprévus, s'élèvera à 23,8 millions d'USD, dont: 4,6 millions d'USD pour la composante axée sur le renforcement organisationnel; 14,6 millions d'USD pour le développement durable de la production; 1,5 million d'USD pour l'amélioration des services financiers ruraux; et 3,1 millions d'USD pour la gestion du projet. Les frais de gestion représentent 13% du coût du projet. Les coûts incluent une provision pour imprévu de 3%, en cas de hausse des prix locaux des véhicules, des biens, des

services et des dépenses de fonctionnement, ainsi qu'une provision de 2% pour les imprévus matériels, concernant les véhicules, les biens et les services.

B. Financement du projet

18. Le projet sera financé par le FIDA au moyen d'un prêt d'environ 17,4 millions d'USD et d'un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) à hauteur de 5,09 millions d'USD. La contribution des bénéficiaires s'élèvera à 1,4 million d'USD (en nature). À l'instar des opérations de financement dans le pays de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement, les ressources du FIDA seront le cas échéant utilisées afin de couvrir les taxes. Les plans de financement par composante et par catégorie de dépenses sont présentés dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous (il se peut que certaines catégories de dépenses soient regroupées dans l'accord de financement).

Tableau 1

Coût du projet par source de financement et par composante

(en milliers d'USD)

| | Prêt du FIDA | | Don ASAP | | Bénéficiaires (en nature) | | Total | |
|---|---------------|-----------|--------------|-----------|---------------------------|----------|---------------|------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| 1. Renforcement organisationnel | 3 500 | 76 | 1 094 | 24 | - | - | 4 594 | 19 |
| 2. Développement durable de la production | 9 569 | 65 | 3 705 | 25 | 1 361 | 9 | 14 634 | 61 |
| 3. Services financiers ruraux | 1 418 | 94 | 98 | 6 | - | - | 1 515 | 6 |
| 4. Gestion du projet | 2 888 | 94 | 197 | 6 | - | - | 3 085 | 13 |
| Coût total du projet | 17 374 | 73 | 5 093 | 21 | 1 361 | 6 | 23 829 | 100 |

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses

(en milliers d'USD)

| | Prêt du FIDA | | Don ASAP | | Bénéficiaires (en nature) | | Total | |
|--------------------------------|---------------|-----------|--------------|-----------|---------------------------|----------|---------------|------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| 1. Véhicules | 72 | 100 | - | - | - | - | 72 | 0 |
| 2. Biens, services et intrants | 2 809 | 49 | 1 553 | 27 | 1 361 | 24 | 5 723 | 24 |
| 3. Dons et subventions | 8 121 | 77 | 2 463 | 23 | - | - | 10 584 | 44 |
| 4. Crédit et fonds de garantie | 3 654 | 77 | 1 077 | 23 | - | - | 4 731 | 20 |
| 5. Dépenses de fonctionnement | 2 718 | 100 | - | - | - | - | 2 718 | 11 |
| Total | 17 374 | 73 | 5 093 | 21 | 1 361 | 6 | 23 829 | 100 |

C. Résumé des avantages et analyse économique

19. Environ 14 000 ménages ruraux (quelque 60 000 personnes), au sein d'environ 303 organisations de producteurs et 33 communautés autochtones, bénéficieront du projet. On estime à environ 80% les activités du projet qui produiront les avantages escomptés, ce qui correspond à un portefeuille de 195 plans d'activité prospères et 26 plans de développement communautaire.
20. Selon l'évaluation financière et économique, les activités du projet axées sur la famille sont viables. Le taux de rentabilité économique interne est de 16,5%.

D. Durabilité

21. PROMAFI est durable sur plusieurs plans: i) institutionnel, car il s'inscrit dans le cadre d'une politique nationale spécifique, et répond à une décision explicite du Gouvernement paraguayen de reproduire et d'étendre les expériences concluantes du PPR, et de renforcer les organisations de bénéficiaires; ii) productif et

commercial, du fait de la garantie d'une demande alimentaire soutenue, et grâce au soutien politique à l'agriculture familiale qui permet d'envisager de façon positive la pérennité des investissements productifs et commerciaux; iii) social, car il facilite l'accès des populations rurales pauvres, des communautés autochtones, des femmes et des jeunes aux biens et aux services publics; iv) financier, car il établit des services durables de financement rural; et v) environnemental, car il met en œuvre des normes et des recommandations environnementales fondées sur l'utilisation rationnelle et la conservation des ressources naturelles.

E. Identification et atténuation des risques

22. Les risques de ne pas atteindre les objectifs fixés sont limités à la fois en termes de quantité et d'effets négatifs potentiels. Au nombre des principaux risques figurent: i) des difficultés à inclure les personnes pauvres – populations ou producteurs autochtones –, risque qui sera atténué par un ciblage territorial des catégories de bénéficiaires et par une évaluation des résultats, en cours à l'heure actuelle; ii) la lenteur de la couverture territoriale en raison de difficultés liées au fonctionnement et à la gestion, d'où la nécessité de recruter rapidement des équipes de support technique et de fournir de la formation; iii) la lenteur de la mise en œuvre du projet, en raison du temps dont les organisations rurales ont besoin pour arriver à maturité et mettre en œuvre des plans d'activité, risque qui sera atténué moyennant une planification annuelle en temps opportun, afin d'assurer la réalisation des objectifs sans fausser les résultats; iv) les risques de marché, que l'on affrontera en accordant une attention particulière à la commercialisation et en favorisant des liens avec les marchés publics; et v) les risques climatiques qui peuvent affecter les volumes et la qualité de la production, qui pourront être atténués en favorisant l'utilisation de technologies intelligentes face au climat, en encourageant des pratiques agricoles adaptées et en diffusant des informations météorologiques appropriées.

v. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

23. L'approche et les modalités d'exécution du projet sont pleinement cohérentes avec les stratégies et les politiques du FIDA. Plus précisément, elles soutiennent la conformité fiduciaire du FIDA et sont alignées sur le Cadre stratégique 2011-2015 et sur les politiques du FIDA relatives à la finance rurale, aux peuples autochtones, au changement climatique, à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, et au ciblage. En outre, le projet concourt pleinement à la réalisation des objectifs de l'ASAP.

B. Alignement et harmonisation

24. Le projet est cohérent avec les plans gouvernementaux et les objectifs du Cadre stratégique agricole 2009-2018. Il est également conforme à la politique gouvernementale relative aux transferts de fonds aux communautés, avec un élément de crédit de 30%.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

25. Le PROMAFI repose sur l'élargissement et la transposition des activités du PPR, en raison d'une forte demande. Le PPR a montré que, avec le soutien nécessaire, les organisations rurales pouvaient améliorer la production et la commercialisation de leurs produits, et assurer ainsi la continuité de leurs activités. La méthodologie participative qui a permis au PPR de générer un fort capital social sera améliorée et reproduite à plus grande échelle. Les innovations du projet comprennent: la reproduction à plus grande échelle d'un mécanisme de garanties de crédit collectives à un système national de garanties de crédit; des services d'information sur la production et la commercialisation par téléphone mobile, qui pourraient renforcer la fourniture de services de vulgarisation; et la création d'un système d'évaluation de la maturité institutionnelle des organisations de producteurs et des organisations autochtones, qui facilitera la conception d'activités de renforcement des capacités adaptées aux organisations.

D. Participation à l'élaboration des politiques

26. Le projet met à profit les expériences concluantes du PPR et s'inscrit dans le cadre des politiques du FIDA et du Gouvernement paraguayen. Il appuie la politique du gouvernement relative à la réduction des transferts monétaires soumis à conditions, en incluant un élément de crédit pour le financement des investissements et l'adoption stratégique des technologies de l'information pour les services de vulgarisation agricole. En outre, en collaboration avec la Banque centrale du Paraguay, le projet soutient la politique d'inclusion financière du pays en œuvrant en faveur de l'éducation financière rurale.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

27. Un accord de financement entre la République du Paraguay et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
28. La République du Paraguay est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA et du Fonds fiduciaire du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), agissant par l'entremise du FIDA en sa capacité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP.
29. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

30. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Paraguay un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quinze millions huit cent mille euros (15 800 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Paraguay, au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), un don d'un montant de trois millions six cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (3 650 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto Mejoramiento de la Agricultura Familiar Campesina e Indígena en Departamentos de la Región Oriental del Paraguay - PROMAFI "

(Negociaciones concluidas el 17 de noviembre de 2015)

Número del Préstamo: [insertar número]

Número de la Donación ASAP: [insertar número]

Proyecto Mejoramiento de la Agricultura Familiar Campesina e Indígena en Departamentos de la Región Oriental del Paraguay (PROMAFI) (el "Proyecto")

La República del Paraguay (el "Prestatario/Receptor")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

CONSIDERANDO

A. que el Prestatario/Receptor ha solicitado financiación al Fondo con el objetivo de financiar parcialmente el Proyecto descrito en el Anexo 1 del presente Convenio de Financiación;

B. que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 105º período de sesiones aprobó la propuesta de creación del fondo fiduciario del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala (ASAP) del FIDA con el fin de financiar, en forma de donaciones, componentes de la cartera básica de proyectos y programas financiados por el FIDA para aumentar la capacidad de resistencia de los agricultores en pequeña escala al cambio climático en las cinco esferas principales de efectos del ASAP;

ACUERDAN lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2) y las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009 (las "Condiciones Generales") modificadas en abril de 2014.

2. Las Condiciones Generales tal y como sean modificadas sucesivamente se aplicarán al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado que en ellas se establezca.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo y una Donación ASAP al Prestatario/Receptor (la "Financiación"), que el Prestatario/Receptor utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del Préstamo es de EUR 15 800 000.
B. El monto de la Donación ASAP es de DEG 3 650 000.
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias. El Préstamo estará sujeto al pago de intereses equivalente al ciento por cien (100%) del tipo de interés variable de referencia que determine el Fondo y tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones previas para el retiro de fondos.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el euro.
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será el 1 de enero.
5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario/Receptor el calendario de amortización correspondiente.
6. El Prestatario/Receptor, a través del Ministerio de Hacienda y a solicitud del Ministerio de Agricultura y Ganadería ("MAG") autorizará la apertura de dos Cuentas Designadas en dólares de los Estados Unidos (USD) en el Banco Central del Paraguay, una para el Préstamo y una para la Donación ASAP. Adicionalmente, el MAG abrirá Cuentas del Proyecto en el Banco Nacional de Fomento (BNF) u otro banco convenido de común acuerdo entre las Partes para los recursos del Préstamo y la Donación ASAP.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio de Agricultura y Ganadería (el "MAG").
2. Se designa Partes en el Proyecto a la Dirección Nacional de Coordinación y Administración de Proyectos ("DINCAP") del MAG y a la Unidad Ejecutora del Proyecto (la "UEP").
3. El MAG por sí mismo o a través de las instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
4. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

1. El Fondo gestionará la contabilidad interna de las cuentas de la Financiación y los desembolsos de la misma y supervisará directamente el Proyecto.

Sección E

1. Es motivo adicional a los previstos en las Condiciones Generales, para la suspensión del presente Convenio: que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado, previa consulta con el Prestatario/Receptor, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos las siguientes:

- i) Que se haya seleccionado al personal esencial del Proyecto y a tres de los cinco especialistas temáticos tras obtener la no objeción del Fondo, de conformidad con el Anexo 1 del presente Convenio;
- ii) Que el Fondo haya dado su no objeción al texto definitivo del Manual Operativo del Proyecto;
- iii) Que las Cuentas Designadas se hayan abierto de conformidad con el presente Convenio;
- iv) Que el MAG haya puesto en marcha un sistema contable y de gestión satisfactorio para el FIDA; y

3. Son condiciones específicas adicionales previas para el retiro de fondos con cargo a la Categoría 3 (Crédito y Fondos de Garantía) del Anexo 2 del presente Convenio, las siguientes:

- i) Para fondos de crédito, que se haya firmado un acuerdo, a satisfacción del FIDA, entre el MAG y el Crédito Agrícola de Habilitación (CAH) para financiar créditos de inversión en el marco de los Planes de Negocios y Planes de Desarrollo Comunitario; y
- ii) Para fondos del Fideicomiso de Garantía (FG), que se haya firmado un acuerdo de fideicomiso, a satisfacción del FIDA, entre el MAG y el Administrador Fiduciario para administrar el FG, y se haya establecido un reglamento específico del mismo (Manual Operativo del FG) a satisfacción del FIDA.

4. El presente Convenio está sujeto a la ratificación por parte del Prestatario/Receptor.

5. El Prestatario/Receptor designa al Ministro de Hacienda como su representante a los efectos de la Sección 15.03 de las Condiciones Generales. Asimismo, el Prestatario/Receptor designa al Ministro del MAG como su representante responsable de la ejecución de actividades relacionadas con el Proyecto, incluyendo la administración de los recursos, las adquisiciones y contrataciones, y la preparación y presentación de informes.

6 Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Prestatario/Receptor:

Ministro
Ministerio de Hacienda
Chile N°128
Asunción, Paraguay

Facsimile: +595 21 448283

Con copia a:

Subsecretaría de Estado de Administración
Financiera del Ministerio de Hacienda
Chile N°128
Asunción, Paraguay

Facsimile: +595 21 493641

Ministro
Ministerio de Agricultura y Ganadería
Yegros N° 437
Asunción, Paraguay

Facsimile: +595 21 443791

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en idioma español en dos (2) ejemplares, uno (1) de los cuales es para el FIDA y uno (1) para el Prestatario/Receptor.

REPÚBLICA DEL PARAGUAY

[Representante Autorizado]
[título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL
DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

VIII. Descripción del Proyecto

1. Área del Proyecto. El área del Proyecto incluye a 4 departamentos (Concepción, San Pedro, Caaguazú y Canindeyú) de la región Oriental del Paraguay (el "Área del Proyecto"). En el Área del Proyecto, se dará prioridad a los Distritos que registran indicadores de pobreza por encima de la media nacional. El área del Proyecto podrá modificarse de común acuerdo entre las Partes.
2. Población-objetivo. El grupo objetivo del Proyecto incluye los productores de la agricultura familiar campesina y sus familias (categoría en la cual se incluyen los colonos de los asentamientos) y las familias de las comunidades indígenas. Dentro de este grupo objetivo, se priorizará la participación e inclusión de mujeres y jóvenes.
3. Objetivo. El objetivo de desarrollo del Proyecto es mejorar la productividad y comercialización a través de organizaciones fortalecidas.
4. Los objetivos específicos son: i) fortalecer a las organizaciones rurales (OR) a través de diagnósticos, capacitaciones y elaboración participativa de planes de negocios; ii) que las OR implementen planes de negocios para incrementar su producción y comercialización de manera sostenible y adaptada al cambio climático; iii) que las comunidades indígenas implementen planes de desarrollo comunitario (PDCs); y iv) que las OR accedan a servicios financieros apropiados.
5. Componentes. Los componentes del Proyecto son:
 - 5.1. Componente 1: Fortalecimiento Organizacional. El componente fortalecerá a las organizaciones de base, mayormente conformadas en comités, para que logren identificar y ejecutar negocios productivos basados en su asociativismo. Para ello, el Proyecto incluye un intenso programa de capacitación dirigido a las OR y también a los gerentes y técnicos del Proyecto, responsables de facilitar el proceso. La metodología cuenta con la identificación de Representantes Rurales (RR), indicados por las mismas organizaciones, que serán capacitados para conducir el proceso participativo en el seno de la organización. Se realizará un Diagnóstico Rural Participativo (DRP), que dará origen a un Plan de Fortalecimiento (PF), que tiene como objetivo aumentar las capacidades de una OR en temas de participación, organización, gerencia y administración, productivos, comerciales y financieros y, finalmente, identifica oportunidades de inversión en un Plan de Negocios (PN). Para las comunidades indígenas, se trabajará similarmente en la elaboración participativa de Diagnósticos Comunitarios Indígenas (DCI), que serán la base de un proceso de fortalecimiento y de la planificación de las inversiones a través de PDCs.
 - 5.2. Componente 2: Desarrollo productivo sostenible. El Proyecto aportará recursos financieros y servicios de apoyo para inversiones a nivel de las OR en forma de PN regulares y PN con adaptación al cambio climático, además de PDC para comunidades indígenas. Los PN incluirán inversiones productivas, asistencia técnica y recursos para el fortalecimiento de la OR. Un 70% de las inversiones será financiado como aporte no reembolsable y un 30% en forma de crédito canalizado por intermedio del Crédito Agrícola de Habilitación (CAH). Los PDC contarán con inversiones productivas, inversiones sociales y fortalecimiento de las comunidades indígenas, con un 90% de las inversiones como aporte no reembolsable y un 10% en forma de crédito. El Proyecto incluirá asesoría especial para PN que contemplen adaptación al cambio climático, especialmente los PN de hortalizas y de producción de leche, brindando formación y acompañamiento de parte de técnicos de la UEP

formados previamente en adaptación del ciclo productivo al cambio climático. Adicionalmente, para productores de leche se agregará la instalación de fermentadores de abono (biodigestores) para la producción de biogás. La UEP ofrecerá servicios especiales para apoyar técnicamente PN para atender la demanda para las compras públicas a todas las OR. Cada plan aprobado se plasmará en un convenio entre la UEP y la OR para su implementación. El Proyecto generará incentivos específicos para motivar la participación de jóvenes y mujeres en los planes.

Además, se ofrecerán becas de capacitación a jóvenes que se inserten como dinamizadores en sus propias OR. Para todas las OR, se desarrolla un servicio de información para la producción y comercialización.

- 5.3. Componente 3: Servicios Financieros Rurales. El componente apunta a mejorar y acompañar el acceso de las OR al crédito de capital operativo a través de Instituciones Financieras Intermediarias (IFIs). Para ello, se constituirá un Fideicomiso de Garantía gestionado por un Administrador Fiduciario que otorgará certificados de garantía a las OR con PN aprobados, que podrán utilizarse como garantía parcial para la provisión de créditos bancarios a las OR por parte de las IFIs. Estas últimas pagarán una cuota al Administrador Fiduciario por los certificados de garantía, y deberán demostrar esfuerzos regulares de recuperación antes de poder activar dicha garantía.

El componente incluye además la capacitación financiera de las OR y de los productores, y el diseño de productos financieros adecuados a la agricultura familiar (tales como seguros agrícolas, créditos para sectores específicos, y productos especiales de ahorro). Se promoverá un sistema de información financiera rural que permita conocer el comportamiento de las IFIs y las OR así como la evolución de los prestatarios internos dentro de las OR. El Proyecto contribuirá a la Estrategia Nacional de Inclusión Financiera, iniciada por el Banco Central del Paraguay, por medio de cursos de formación de formadores en educación financiera rural.

- 5.4. Componente 4: Gestión del Proyecto. Para el buen funcionamiento del Proyecto, se constituirá una UEP en el área del Proyecto. Además, la DINCAP será fortalecida en los temas fiduciarios, de seguimiento y evaluación (SyE), aprendizaje y gestión de conocimientos, y de servicios financieros rurales. El componente incluye también a los estudios, capacitaciones y auditorías necesarios para la ejecución del Proyecto.

I X. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.
 - 1.1. Designación. El MAG, implementará el Proyecto por intermedio de una Unidad Ejecutora dependiente de la DINCAP o, previo acuerdo con el FIDA, de otra Dirección del MAG.
 - 1.2. Funciones. El MAG, por intermedio de la UEP, asumirá la responsabilidad central de la ejecución de las actividades del Proyecto, incluyendo el manejo de los recursos de la financiación.

2. Unidad Ejecutora del Proyecto.

- 2.1. Establecimiento y composición. La UEP será establecida por el MAG en el área del Proyecto y estará conformada por: el personal esencial del Proyecto (el Director del Proyecto, un Coordinador Territorial, un Administrador) y cinco especialistas temáticos (el especialista en género y comunidades indígenas; el especialista en diagnóstico y fortalecimiento de organizaciones; el especialista en asistencia técnica productiva, planes de negocios y comercialización; el especialista en servicios financieros rurales; y el especialista en planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento).
- 2.2. Adicionalmente, la UEP contará con un especialista en mitigación y adaptación al cambio climático, un contador, un responsable de adquisiciones y un responsable de rendiciones de cuentas, que apoyarán también a las OR.
- 2.3. Funciones. La UEP será la encargada de coordinar la ejecución diaria de las actividades del Proyecto según el Manual Operativo del Proyecto. En particular, la UEP tendrá la responsabilidad del desempeño financiero, contable y de adquisiciones del Proyecto. La UEP proporcionará información para la evaluación y el seguimiento de los Planes Operativos Anuales (POA). La UEP será la responsable de preparar y mantener al día los registros contables del Proyecto.
- 2.4. Designación del personal de la UEP. El MAG seleccionará y nombrará al personal del Proyecto, de acuerdo con la normativa nacional vigente y mediante un proceso de selección abierto, competitivo y transparente. Para el personal esencial y los cinco especialistas temáticos, los términos de referencia y la metodología de selección serán consensuados con el FIDA, y el nombramiento se hará previa no objeción del Fondo.
- 2.5. Renovación de contratos. La renovación de todos los contratos del personal de la UEP se realizará previa evaluación de desempeño satisfactorio de acuerdo a normativa vigente nacional.

3. Comité de Orientación del Proyecto (COP).

- 3.1. Establecimiento. El COP es el organismo superior de orientación del Proyecto y será establecido por el MAG dentro del primer año del período de ejecución del Proyecto.
- 3.2. Composición. El COP estará compuesto por: Ministro de Agricultura y Ganadería o quien éste designe, quien lo presidirá; el Director de la Dirección General de Planificación del MAG o quien éste designe; el Director de la Dirección de Extensión Agraria y el Director de la DINCAP. A partir del segundo año de implementación del Proyecto, se incorporarán al COP dos representantes de OR que son beneficiarias del Proyecto. La composición y designación de las instituciones integrantes del COP podrá ser modificada en base a cambios institucionales. La composición revisada de este Comité deberá contar previamente con la no objeción del FIDA.
- 3.3. Funciones. Entre las funciones del COP se incluyen: a) analizar y emitir dictámenes sobre los POA; b) analizar y emitir un dictamen sobre el Manual Operativo del Proyecto; c) apreciar los avances del Proyecto con base en los informes de avance preparados por la UEP; y d) dar orientación estratégica a la ejecución del Proyecto para lograr sus resultados. El funcionamiento del COP será detallado en el Manual de Operaciones del Proyecto.

4. Comité de Selección y Aprobación de Planes de Negocio (COSAPLAN).

- 4.1 Composición. El COSAPLAN estará compuesto por: el Director del Proyecto o quien éste designe en su representación, dos especialistas de la UEP designados por el Director del Proyecto, el Coordinador Territorial, un Técnico Territorial, tres delegados de las organizaciones de los beneficiarios en la zona respectiva, y un representante del CAH de la oficina local.

- 4.2 Funciones. El COSAPLAN será responsable de la revisión y aprobación de los PN y PDC.
5. Fideicomiso de Garantía (FG). El MAG establecerá un acuerdo de fideicomiso con una entidad financiera pública o privada (el Administrador Fiduciario) para administrar el FG, con un reglamento específico del mismo (Manual Operativo del FG), ambos deberán recibir la no objeción del FIDA. El Administrador Fiduciario abrirá una cuenta independiente, en la que se depositarán los recursos del Proyecto que serán transferidos por el MAG. Desde dicha cuenta, se autorizarán los desembolsos a las IFIs en caso de incumplimiento por parte de las OR prestatarias.
6. Transferencia de recursos.
 - 6.1. El Organismo Responsable del Proyecto firmará convenios o instrumentos similares de transferencia de recursos con las organizaciones de beneficiarios de inversiones financiadas con recursos del Proyecto. Las organizaciones de beneficiarios deberán estar formalmente constituidas y tener capacidad jurídica para suscribir dichos convenios.
 - 6.2. En los convenios se establecerá la modalidad de transferencia de los recursos y la finalidad para la que son otorgados. Las especificaciones que deberán contener estos convenios serán detalladas en el Manual Operativo del Proyecto.
7. Manual Operativo del Proyecto.
 - 7.1. La UEP preparará el Manual Operativo del Proyecto que incluirá en detalle las modalidades y responsabilidades de ejecución de los componentes; los arreglos de seguimiento y evaluación participativa; los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones; los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero; los requisitos para la formulación de los Planes de Fortalecimiento, Planes de Negocios y Planes de Desarrollo Comunitario y otros asuntos acordados por las Partes.
 - 7.2. La adopción del Manual Operativo del Proyecto se hará previa a la no objeción del Fondo y la aprobación mediante Resolución Ministerial del MAG. Si fuera necesario, la UEP podrá proponer cambios al Manual Operativo del Proyecto que se consideren oportunos durante la implementación y serán remitidos por la UEP al MAG antes de ser sometidos a la no objeción del FIDA.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo y de la Donación ASAP. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y a la Donación ASAP y la asignación de los mismos a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

| Categoría | | Monto del Préstamo asignado (expresado en EUR) | Monto de la Donación ASAP asignado (expresado en DEG) | Porcentaje |
|----------------|------------------------------|--|---|------------------------|
| 1. | Bienes, Servicios e Insumos | 2 360 000 | 1 000 000 | 100% de gastos totales |
| 2. | Donaciones y Subvenciones | 6 640 000 | 1 590 000 | 100% de gastos totales |
| 3. | Crédito y Fondos de Garantía | 2 990 000 | 690 000 | 100% de gastos totales |
| 4. | Administración | 2 220 000 | | 100% de gastos totales |
| Sin asignación | | 1 590 000 | 370 000 | |
| TOTAL | | 15 800 000 | 3 650 000 | |

b) Los términos que se emplean en el cuadro supra se definen más abajo:

Bienes, Servicios e Insumos: Serán admisibles los gastos para vehículos, bienes, servicios e insumos utilizados directamente para la ejecución del Proyecto.

Donaciones y Subvenciones: Serán admisibles los gastos de transferencias a organizaciones productivas y comunidades indígenas en el marco de los Planes de Fortalecimiento, Planes de Negocios y Planes de Desarrollo Comunitario. Las transferencias para inversiones serán financiaciones parciales, a las cuales se agregarán créditos mediante el Crédito Agrícola de Habilitación.

Crédito y Fondos de Garantía: Serán admisibles los gastos de créditos de inversión a través del Crédito Agrícola de Habilitación (CAH) en base a un acuerdo entre el MAG y el CAH, y los costos de capitalización del Fideicomiso de Garantía en base a un acuerdo de fideicomiso entre el MAG y un Administrador Fiduciario.

2. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos financiados por el Préstamo respecto de los costos de puesta en marcha en las Categorías 1 (Bienes, Servicios e Insumos) y 4 (Administración), realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro de fondos, no deberán exceder un monto total equivalente a USD 500 000 para gastos asociados con los costos de personal y con el sistema de seguimiento y evaluación del Proyecto.

Marco lógico

| Jerarquía de objetivos | Indicadores claves y metas al final del proyecto | Métodos de verificación | Supuestos y riesgos |
|--|---|---|--|
| FIN Contribuir a la reducción sostenible de la pobreza de la población vulnerable rural | <ul style="list-style-type: none"> 7.826 hogares rurales (80% de 9.783) han incrementado sus activos, de los cuales 1.980 son indígenas La malnutrición infantil en el área del Proyecto se reduce por lo menos en 3 puntos 60 Organizaciones Rurales (OR), de los cuales 55 OP y 5 CI, alcanzan un nivel maduro de desempeño (nivel 4 o 5 del Índice de Madurez Institucional - IM)¹ | Encuestas RIMS de base y de impacto del proyecto; IM | Continuidad en políticas públicas para el desarrollo rural y en intervenciones de la DINCAP a través del MAG |
| OBJETIVO DE DESARROLLO Incrementar los ingresos rurales de manera sostenible fortaleciendo el capital social, la productividad y la resiliencia al cambio climático | <ul style="list-style-type: none"> 5.846 hogares aumentan sus ingresos por lo menos del 30% 7.826 hogares obtienen rendimientos por encima de los promedios de la AF, en sus rubros principales 221 OR (195 organizaciones productivas + 26 comunidades indígenas) obtienen un puntaje en sostenibilidad de 4 o 5 (= ofrecen servicios sostenibles a sus socios) 6.000 hogares mejoran su adaptación al cambio climático² (RIMS 1.8.5) <p><u>Alcance:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 60.000 personas reciben servicios del proyecto directamente 14.000 hogares reciben servicios del proyecto (RIMS 1.8.2), de las cuales 2.475 son indígenas 336 OR reciben servicios del proyecto (RIMS 1.8.3), de los cuales 33 son comunidades indígenas | Encuestas RIMS de base y de impacto; Registros MAG; Censo Agropecuario 2008; IM | Las OR son capaces de responder a las iniciativas del Proyecto |
| Componente 1: Capital Social Fortalecido | | | |
| Efecto 1.1: Organizaciones rurales consolidadas | <ul style="list-style-type: none"> Puntuación 5/6 para: OR fortalecidas institucionalmente (RIMS 2.6.2): <ul style="list-style-type: none"> 221 OR (195 organizaciones productivas + 26 comunidades indígenas) avanzan por lo menos 1 nivel de desarrollo institucional 60 OR reciben o efectúan visitas de intercambio con otras OR que trabajan en su rubro 100 OR reportan semestralmente a los socios la gestión interna respecto al avance de sus actividades Puntuación 5/6 para: Sostenibilidad de los grupos de producción agrícola/ganaderos formados (RIMS 2.2.3) <ul style="list-style-type: none"> 160 OR reciben regularmente aportes de sus socios, de acuerdo a sus estatutos | IM | Las OR son capaces de responder a las iniciativas del proyecto. Mapeo correcto y diagnóstico correcto de cada situación organizacional. |
| Producto 1.1: PF funcionando y DCI elaborados | <ul style="list-style-type: none"> 303 OP llevan a cabo un plan de fortalecimiento (PF) y 33 comunidades indígenas emprenden un Diagnostico Comunitario Indígena (DCI) 9.783 socios de OR capacitados, de los cuales 2.192 son mujeres | Sistema de SyE | |

¹ Para mayor referencia acerca del Índice de Madurez Institucional (IM) véase el Apéndice 9.

² La mejor adaptación al cambio climático en el contexto del Proyecto se mide mediante: (i) familias que utilizan información climática para toma de decisiones (componente 1); y (ii) familias que adoptan técnicas productivas para mejorar su adaptación al cambio climático (componente 2), contabilizando toda familia que cumpla cualquiera de las dos condiciones.

| | | | |
|--|--|---|--|
| Efecto 1.2: Pequeños productores cuentan con capacidades de adaptación al cambio climático | <ul style="list-style-type: none"> Un sistema de alerta temprana en base a información climática funcionando 6.000 hogares utilizan información climática para toma de decisiones 58 OR fortalecidas en manejo de temas ambientales según indicadores 5.8 y 5.9 del IM (RIMS 1.6.10) Índices climáticos elaborados para riesgos climáticos en las zonas específicas del proyecto | Encuestas específicas y IM | Metodologías adecuadas que aseguren participación de las partes implicadas en el Proyecto |
| Producto 1.2: Sistema de información climática y prestadores de servicios fortalecidos | <ul style="list-style-type: none"> 14.000 hogares reciben información climática geo-localizada 25 técnicos alcanzan 1 o más certificados de capacitación; de los cuales 15 técnicos del proyecto y 10 independientes - 50% del total son mujeres (RIMS 1.2.1) 30 Facilitadores Rurales capacitados para prestar servicios, de los cuales 6 indígenas y 15 mujeres (RIMS 1.2.1) | Sistema de SyE | |
| Componente 2: Inversiones Productivas | | | |
| Efecto 2.1: OR utilizan activos y servicios técnicos productivos para incrementar su producción y comercialización en forma sostenible | <ul style="list-style-type: none"> Puntuación 5/6 para: Producción agrícola y ganadera mejorada (RIMS 2.2.2) 7.308 hogares adoptan técnicas productivas y ejecutan inversiones que aumentan su productividad Puntuación 5/6 para: Sostenibilidad de gestión de riesgos climáticos y recurso naturales (RIMS 2.6.6) 2.160 hogares adoptan técnicas productivas para mejorar su adaptación al cambio climático Puntuación 5/6 para: Sostenibilidad de los grupos de comercialización formados o reforzados (RIMS 2.4.4) 136 OR utilizan criterios de calidad homogéneos para la venta de los productos 100 OR establecen contratos estables con compradores, incluyendo 60 OR con contratos de compras publicas | Sistema de SyE; IM | Los servicios del MAG brindan servicios técnicos adecuados. |
| Producto 2.1: PN y PDC funcionando | <ul style="list-style-type: none"> 244 OR (de las cuales 72 incluyen acciones de adaptación al cambio climático) llevan a cabo un plan de negocios (PN) de los cuales 54 OR son solo de mujeres. 33 comunidades indígenas llevan a cabo un Plan de Desarrollo Comunitario (PDC) 9.000 personas capacitadas en prácticas y tecnologías de producción y comercialización (RIMS 1.2.2; 1.2.3; 1.2.4) 3.000 personas capacitadas en tecnología de adaptación o mitigación | Sistema de SyE | |
| Componente 3: Acceso a servicios financieros | | | |
| Efecto 3.1: OR acceden a servicios financieros adaptados a los pequeños productores | <ul style="list-style-type: none"> Puntuación 5/6 para: Sostenibilidad de los grupos con acceso a servicios financieros (RIMS 2.3.1) 97 OR han desarrollado fortalezas en servicios financieros rurales según indicador 4.9 del IM 95% de las OR con crédito no tienen mora (indicador 4.3 del IM) 136 OR cuentan con más de dos años de experiencia en el manejo de alguna herramienta financiera (ejem, créditos) según indicador 4.4 del IM Puntuación 5/6 para: Acceso mejorado de los pobres a servicios financieros (RIMS 2.3.2) 4.092 pequeños productores cuentan con crédito operativo de los cuales el 30% son mujeres (RIMS 1.3.8) 3.000 socios manejan cajas de ahorro en instituciones financieras | IM; Informe de evaluación IFI; Sistema de SyE | IFIs aceptan el mecanismo de mitigación de riesgo crediticio, y están interesadas en brindar crédito a las OR. |
| Producto 3.1: Fondo de garantía funcionando y OR capacitadas en educación financiera | <ul style="list-style-type: none"> 7.308 personas capacitadas en educación financiera, de los cuales 50% mujeres (RIMS 1.3.2) 122 OR acceden a crédito operativo (RIMS1.3.1) Un sistema de información de inclusión financiera que contenga el puntaje en madurez financiera | IM; Sistema de SyE | |